

15 octobre 2016 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les défis et priorités de la construction européenne, à Paris le 15 octobre 2016.

Je voudrais d'abord remercier le directeur de l'Ecole des Mines de nous accueillir ici, sans concours ! Je voudrais aussi saluer les présidents d'EuropaNova et tous les parlementaires qui se sont associés à cette initiative, et vous demander d'abord de me pardonner de ne pas avoir pu ouvrir vos travaux ce matin, mais j'étais à Nice pour une cérémonie particulièrement émouvante en mémoire des 86 victimes des attentats du 14 juillet.

Parmi ces victimes, celles qui sont décédées ou celles qui sont encore blessées, il y avait 19 nationalités « représentées ». Beaucoup venaient d'Europe et j'en ai rencontré là, parmi les victimes, qui me disaient que c'était la France qui avait été visée, frappée, accablée, attaquée, mais que c'était toute l'Europe qui se sentait concernée parce que c'était aussi le 14 juillet. Le 14 juillet, c'est la fête nationale, mais c'est aussi la célébration de la liberté partout, partout dans le monde.

Je viens aux termes de vos travaux. J'en ai reçu ici, je n'ose pas dire la synthèse, mais en tout cas les conclusions. Je suis interpellé comme citoyen européen, mais aussi -si j'ai bien compris- comme Président de la République française, même si dans le mouvement citoyen, on ne distingue pas selon les niveaux, les responsabilités, ou les ordres : il n'y a que des citoyens ! Je voudrais vous remercier pour cet engagement, pour l'appel que vous aviez lancé, Guillaume KLOSSA, Denis SIMONNEAU, Cynthia FLEURY et beaucoup d'autres, parce que c'était important -même avant le Brexit- qu'il puisse y avoir un certain nombre de personnalités et de mouvements qui puissent se mobiliser sur l'enjeu européen.

C'est ce que vous aviez voulu définir à travers cette feuille de route pour la renaissance européenne. La renaissance entendue au double sens du terme : renaissance parce que nous voyons bien qu'il faut repartir, aller de l'avant et mais renaissance aussi parce qu'il n'y aura pas d'Europe s'il n'y a pas de création culturelle, d'émancipation, s'il n'y a pas un moment où, bien plus que ceux qui pensent s'intéresser à la politique mais qui ont envie de participer à une culture commune se mobilisent.

La France -et j'y ai veillé- a repris plusieurs de vos propositions et le président de la Commission européenne également. C'était très important qu'il puisse, dans le discours devant le Parlement européen, définir cette feuille de route -je ne dis pas qui ressemble en tous points à la vôtre, mais qui s'en est inspirée. Ce qui d'ailleurs laisse penser que le débat démocratique n'est pas figé, n'est pas fermé et qu'il y a toujours des espaces que l'on peut utiliser pour faire avancer les esprits et les idées.

Le sujet -je vous le dis tout net- ce n'est pas simplement de fixer de nouvelles orientations à l'Union européenne, mais c'est de déterminer l'avenir même du projet, car il est vrai que l'Europe est confrontée à une mondialisation qui a considérablement changé, qui secoue les peuples. Confrontée aussi à des contestations populistes qui ébranlent les structures partisans et on le voit partout, dans tous les pays européens.

Et puis, il y a des menaces nouvelles, le terrorisme, les conflits qui sont à nos portes. J'étais encore cet après-midi en discussion avec la Chancelière pour préparer un éventuel format Normandie, pour chercher à appliquer les accords de Minsk, pour faire cesser un conflit qui est, là encore, tout proche de nous.

encore, tout proche de nous.

Je pense aussi aux guerres qui se produisent au Levant, c'est-à-dire en Syrie et en Irak, avec ce drame humanitaire qui est Alep et qui devrait secouer toutes les consciences européennes.

Aujourd'hui, ce serait de l'Europe que devrait partir cet appel, ce cri pour que nous puissions acheminer une aide vers une ville qui est aujourd'hui bombardée, enfermée et qui est également touchée, parce qu'elle est une ville de culture. Je me pose cette question : pourquoi y a-t-il eu, il y a encore quelques années et c'était une force considérable, une opinion qui s'était levée pour Sarajevo, Srebrenica et même Grozny et là, pour Alep, il faut élever encore davantage la voix ? Mais qui devrait le faire si ce n'est l'Europe ?

C'est vrai que le monde se reconstitue. Nous n'avons pas pris conscience, lorsque le Mur de Berlin s'est effondré, que l'Europe s'est réunifiée. Nous étions néanmoins toujours dans les schémas que nous avons connus, que ma génération avait connus, ceux de la guerre froide, de l'après-guerre, qui laissaient penser que nous allions forcément vers une forme de convergence des sociétés, des idées, des démocraties et que c'était encore les frontières de l'après-guerre qui allaient dominer. Ce n'est plus vrai. On avait vu, d'ailleurs, à travers le conflit des Balkans, on le voit surgir maintenant dans beaucoup de régions du monde et c'est ce qui se produit en Irak et en Syrie. A partir de là, on voit des nouvelles puissances qui émergent et des puissances économiques, on les connaît, mais aussi de nouveaux empires qui sont en train de se reconstituer, souvent les mêmes qui existaient avant la Première Guerre mondiale.

L'Europe, face à ce nouveau schéma, ce nouveau contexte mondial, paraît comme dépassée, à la fois parce que son organisation ne paraît plus adaptée et parce que son projet se dilue, simplement réduit aux questions économiques ou aux questions de politique liées à la cohésion entre les 28.

Puis arrive le Brexit qui vient une fois encore créer non pas une crise de plus, mais une crise d'existence et c'est-à-dire qu'à une crise de sens, qui s'est installée déjà depuis plusieurs années, vient maintenant lui succéder une crise d'existence.

L'Europe a été confrontée, depuis sa création, à de nombreuses crises qui faisaient d'ailleurs que l'Europe était toujours en crise, ce qui donnait beaucoup d'importance aux chefs d'Etat et de gouvernement qui étaient là pour régler les crises avec ces nuits haletantes vont-ils y parvenir ? Combien de temps cela va prendre ? puis les communiqués de victoire, à la fin, mais sans penser que chaque pays avait su faire prévaloir son intérêt et surtout sa thèse.

Oui, on en a connu des crises, encore depuis 2012. J'ai vécu la crise financière, j'ai eu aussi à - avec les 28 mais surtout avec les pays de la zone euro- faire en sorte de maintenir quand même l'unité, l'Union économique et monétaire, et la zone euro. Nous avons sauvé la Grèce, même si aujourd'hui tout n'est pas encore délivré pour que la Grèce puisse elle-même, d'une certaine façon, être délivrée !

Mais là, nous n'avons pas une crise de plus, nous avons la crise, celle qui touche à nos finalités et nous l'avons ressentie, tous, à travers la question des réfugiés ! Les fractures n'ont plus été entre les grands pays et les petits pays, le Sud ou le Nord, les pays en excédent ou les pays en déficit. Là, les clivages étaient beaucoup plus fondamentaux, au sens où certains pays étaient prêts à accueillir, d'autres s'y refusaient, quand il fallait parler de répartition. Là, il ne s'agissait plus de répartition des subventions des fonds européens ou des montants compensatoires au temps de la Politique Agricole Commune, il s'agissait de répartir des gens, des êtres humains, et on le faisait avec des critères d'hier !

Nous étions, à ce moment-là, devant une crise bien plus grave que toutes celles que nous avons pu affronter et connaître dans les dernières décennies. Il ne s'agit plus -et je pense que Guillaume avait raison- d'inventer une nouvelle architecture institutionnelle et ce temps viendra, de savoir quels mécanismes financiers nous allons mettre en œuvre pour éviter telle ou telle difficulté ou faillite, ils sont là, il faut les utiliser. Non, la question est de savoir ce que nous avons en commun et ce qui va nous unir. La décision britannique nous oblige à cette confrontation avec nous-mêmes !

Le Royaume-Uni a voulu partir. Je ne suis pas sûr que c'était l'intention de ses dirigeants, mais aujourd'hui, ils ont décidé de partir ! Je crois que la pire des attitudes serait de contester leur

choix, ou de vouloir remettre en cause les fondements mêmes de l'Union européenne. Il faut donc aller jusqu'au bout de cette négociation, tout en préservant les principes de l'Union européenne, notamment les principes de libre circulation. Parce que s'il apparaissait qu'un pays peut sortir et que cela n'a aucune conséquence, qu'il peut continuer à commercer, à investir comme avant, sans avoir les règles communes de l'Union européenne, c'est la dislocation qui se produira, c'est la séparation !

Nous devons nous poser cette terrible question : soit nous renonçons à l'ambition européenne, nous considérons que cela a été un temps de notre histoire et que nous devons maintenant nous réduire à nos frontières, retourner à nos souverainetés telles que nous les connaissions, alors ça sera la perspective de la dislocation, de l'effacement. La sortie du Royaume-Uni ne sera qu'un début. Soit nous nous donnons une nouvelle ambition, nous lançons une nouvelle initiative, nous portons une nouvelle impulsion conforme aux aspirations des citoyens et alors, nous avons à donner une perspective.

C'est vrai que la feuille de route de Bratislava a donné un horizon, un agenda, des priorités. L'horizon, c'est de nous retrouver en mars 2017, parce que c'est le 60e anniversaire de la signature du traité de Rome. Oui, aussi un agenda de faire étape par étape, pour que nous puissions avoir des résultats à présenter pour cet anniversaire, et de fixer des priorités. Je pense que, avant d'en arriver là, il faut être clair sur un certain nombre de points.

Le premier, c'est la question de la souveraineté. Je suis profondément convaincu que les solutions aux épreuves que je viens d'évoquer, les défis, nous en sommes conscients, qu'il va falloir relever, ne se trouveront pas dans le repli, dans la fermeture, dans les frontières nationales et dans le renoncement aux solutions collectives. Je pense aussi qu'il serait dangereux d'imaginer que l'idée européenne puisse ignorer la légitimité et la réalité des nations. C'est sans doute en jouant sur cette peur de l'effacement que les populistes se sont réveillés et engouffrés, en laissant croire que c'était l'Europe qui faisait disparaître les identités.

Jacques DELORS avait eu une formule, qui lui avait été plusieurs fois reprochée, de faire une fédération d'Etats-nations. On avait souligné la contradiction, mais il avait profondément raison. Qu'est-ce qui relève de la Fédération ? Qu'est-ce qui relève des Etats-nations ? L'Europe ne vise pas à se substituer aux nations, mais les nations ne peuvent pas, à elles seules, définir une ambition européenne. Sur un certain nombre de projets, il doit y avoir partage et transfert de souveraineté et sur d'autres, les nations doivent pleinement pouvoir intervenir. Il s'agit donc d'unir les Européens, mais de ne pas brusquer les sociétés, de respecter les peuples, de les faire converger vers un idéal commun, sans qu'ils aient à perdre leur singularité.

La deuxième question, c'est la subsidiarité. Que doit faire l'Europe, que peuvent faire les Etats ? Les priorités de l'Union européenne, dans cette phase-là de sa destinée, c'est d'abord la protection. C'est ce que nos citoyens réclament, la protection. Pas la protection simplement des frontières, même si elle est nécessaire je vais y venir, la protection de ce qui est essentiel pour nous : les valeurs, la liberté, la démocratie, notre culture, notre modèle social.

Alors commençons à protéger les frontières si nous voulons éviter que ne se rétablissent des frontières intérieures. Nous avons bien vu que c'était devant la question des réfugiés que nous devons nous mettre sérieusement au travail. Des frontières extérieures protégées, cela veut dire des gardes-frontières et des garde-côtes européens, des moyens européens pour assurer cette sécurité. On ne peut pas transférer cela sur les pays qui ont, par la géographie, la responsabilité d'accueillir les réfugiés et les migrants, et qui n'en peuvent plus. Il faut donc absolument qu'il y ait cet engagement, que l'Europe mette tous les moyens nécessaires pour assurer : gardes-frontières, garde-côtes et puis aussi les lieux où sont enregistrés les réfugiés et les migrants, où l'on peut savoir celles et ceux qui relèvent du droit d'asile et qui doivent être accueillis -ce qui voudra dire répartis-, et celles et ceux qui, en revanche, n'ont pas vocation à venir dans notre espace européen et qui, à ce moment-là, doivent être accompagnés dignement, une fois que leur situation a été éclaircie. Mais là encore, il faut des moyens européens. S'il n'y a pas de règles, s'il n'y a pas de respect de ces règles, il n'y aura plus de cohésion et il n'y aura plus d'Europe.

La sécurité, c'est aussi le bien commun européen. La France s'est longtemps enorgueillie -ça peut lui arriver-, d'avoir une défense qui lui permettait de projeter des forces à l'extérieur, d'assurer son indépendance par la dissuasion nucléaire et de disposer d'une autonomie stratégique £ ce qui lui permettait de mener un certain nombre d'opérations à l'extérieur, en Afrique notamment, au nom de l'Union européenne. Mais aujourd'hui, je suis conscient que le service le plus imminent que la France peut rendre à l'Europe, c'est de contribuer à bâtir des éléments communs de défense et de sécurité. L'Allemagne elle-même a évolué sur cette question. Jusqu'à récemment, il était inconcevable que le Bundestag puisse se lancer dans des opérations extérieures £ cela reste difficile parce que ce sont des questions de principe que je peux comprendre, mais je sens qu'il y a là une évolution. De ce point de vue, je ne me plains pas que l'Allemagne puisse regarder l'Afrique avec responsabilité, à la fois pour son développement, pour également sa sécurité. Les Britanniques, ce n'est pas parce qu'ils sont, ou vont sortir de l'Europe, qu'ils ne doivent pas être attachés à une défense européenne. Tous les pays européens doivent se coordonner et participer à l'effort de défense, et savoir ce que chaque pays, là encore en fonction de sa souveraineté, peut assurer.

La protection, c'est aussi des forces pour lutter contre le terrorisme. Je l'ai dit, la France a été frappée, mais beaucoup de pays européens l'ont également été. Nous sommes conscients que le terrorisme va rester une menace et doit nous conduire à, là encore, faire coopérer nos polices, coordonner nos services de renseignement, agir contre la propagande, la radicalisation. Qui peut mieux le faire si ce n'est l'Europe ? Elle n'est pas un risque, comme certains pensaient qu'elle pourrait être en fonction des peurs qu'ils essayent d'insuffler dans les opinions publiques. Non, elle est un bouclier, l'Europe. Il est très important aussi que nous puissions expliquer cette réalité toute simple : il y a des élections qui vont se produire aux Etats-Unis £ une présidente va être élue. Mais au-delà de ce qu'elle peut représenter, de ses convictions, sachez bien qu'il ne faut plus attendre des Etats-Unis la protection et la défense du territoire européen £ non pas que les Etats-Unis vont s'éloigner de nous, ne vont pas être notre allié, mais parce que les Etats-Unis vont demander aux Européens de se défendre par eux-mêmes et que c'est notre devoir, c'est notre responsabilité.

La deuxième priorité pour l'Europe, également contenue dans votre feuille de route, c'est la croissance et l'emploi.

Là encore, les politiques économiques relèvent des Etats. Nous savons que nous avons besoin d'une gouvernance commune. Nous avons besoin que la zone euro se dote d'un budget. Nous avons besoin qu'il y ait une capacité d'investissement et nous avons aussi la nécessité de faire relancer les pays qui sont en excédent, quand les pays qui sont en déficit doivent continuer à faire des efforts de compétitivité et de réduction de leur dette.

Nous devons aussi penser que l'impulsion ne peut pas venir simplement de la Banque centrale européenne. D'ailleurs curieux paradoxe : pendant des années, il n'y avait pas de mots assez forts pour dénoncer la politique de la Banque Centrale Européenne et maintenant, nous nous en sommes remis à son bon vouloir, elle fait ce qu'elle peut, elle fait ce qu'elle doit, elle inonde de liquidités, mais si les Etats et si l'Europe ne prennent pas, eux aussi, leurs responsabilités, la croissance ne pourra pas repartir autant qu'il est nécessaire.

Je crois donc vraiment que le doublement du plan JUNCKER, que les investissements pour les énergies renouvelables, la transition écologique, le numérique, les infrastructures sont des investissements qui sont nécessaires, pas simplement pour relancer, qui sont nécessaires pour construire l'Europe telle que nous la voulons : une Europe d'avant-garde dans bien des domaines. C'est vrai que l'accord sur le climat doit beaucoup à l'Europe, pas simplement parce que cet accord a été signé à Paris, mais parce qu'il y a eu ce mouvement, mouvement citoyen, qui est venu d'Europe £ nous n'aurions pas pu réussir sans les autres. Ce serait un comble que l'Europe, qui a tant fait pour qu'il y ait cet accord sur le climat, soit en retard elle a failli l'être pour la ratification-, que l'Europe soit en retard par rapport à tous les investissements que nous avons à faire et nous devons même aller plus loin que les engagements qui ont été pris au moment de l'Accord de Paris.

Nous devons faire que nos entreprises puissent avoir une taille mondiale et là, les capitaux ont

nous devons faire que nos entreprises puissent avoir une taille mondiale et là, les esprits ont également évolué. Il y a quelques années, c'était la concurrence qui l'emportait sur toute autre considération & il suffisait qu'il y ait même des regroupements d'entreprises en Europe pour que la Commission vienne les empêcher, au nom de la concurrence au sein du grand marché, alors même que des grandes entreprises venant d'ailleurs, souvent des Etats-Unis, venaient nous faire compétition et concurrence sur notre propre terrain. Cela doit être fini.

Il en est de même pour la fiscalité & il n'est pas acceptable que des grandes entreprises extérieures à l'Union européenne viennent faire leurs affaires, développer de la richesse, mais ne pas payer des impôts ici pour les payer ailleurs. Quelquefois, cela peut arriver sur un certain territoire européen j'ai même vu que le pays en question ne voulait pas de cet argent, de peur que ça puisse nuire à la localisation des investissements- mais nous devons avoir des règles d'harmonisation fiscale. Il n'y aura pas d'Europe s'il n'y a pas une harmonisation fiscale !

La troisième priorité -mais vous l'avez évoquée-, c'est la culture, l'éducation, l'université, la recherche, la jeunesse et là encore, nous devons montrer qu'il y a une singularité européenne. La culture européenne n'est pas l'addition de toutes les cultures de nos pays respectifs. C'est une forme de création qui vient d'une conception de civilisation qui n'est pas fermée, qui est ouverte et qui se livre au monde. L'Europe doit être ouverte, sinon elle n'est plus l'Europe. Nous devons faire que la mobilité puisse être un principe, d'où l'importance que nous devons attacher à la libre circulation des personnes.

A cet égard, je reprends toutes les propositions que vous faites sur l'Erasmus pour les collégiens, les lycéens & tout jeune devrait pouvoir connaître un programme de mobilité en Europe. Même en France, il y a des jeunes Français qui ne sont jamais sortis de leur ville, jamais sortis de leur village, non pas qu'ils n'aient pas de moyen de transport, mais la connaissance, la découverte ne vont pas forcément de soi & vous vous rendez compte, souvent, que parmi les populistes, ce sont souvent les électeurs qui sont les plus loin du monde qui en ont le plus peur. La découverte du monde, la rencontre avec le monde, avec l'Europe, mais avec son propre pays, c'est essentiel pour la démocratie et pour la liberté. La mobilité, ce n'est pas simplement un droit que l'on viendrait donner aux jeunes parce que l'on se dit que les jeunes aiment les voyages & c'est parce que c'est ce qui va faire que l'Europe pourra exister, se connaître, se partager.

Je suis bien sûr conscient qu'il ne faut pas remettre en cause les crédits qui sont affectés à la Garantie jeunesse, à l'apprentissage, à tout ce qui peut faire que les jeunes puissent accéder aux qualifications, mais je pense qu'il faut donner plus de mobilité et notamment même le service volontaire européen. Nous avons créé un service civique, mais le service civique devrait être européen parce que les besoins sont partout en Europe.

Vous avez parlé d'appartenance, c'est sans doute le mot qui convient : l'appartenance européenne. La question, c'est de savoir si l'Europe se considère comme une puissance -le mot peut faire peur non, une puissance de paix, une puissance d'harmonie, une puissance de développement, une puissance au service de la résolution des conflits et des crises. L'Europe est la première puissance économique, mais elle n'est pas une puissance politique. Elle manque au monde. Elle ne manque pas simplement à elle-même. Le monde a besoin de l'Europe. Pour cela, il faut que, de la puissance économique qui est la nôtre, nous puissions faire une puissance politique. C'est le message que vous nous lancez.

Moi, j'ai toujours été Européen. J'ai toujours pensé que cette idée serait majoritaire, elle ne l'est plus. Je vous le dis tout net, elle ne l'est plus, sauf dans quelques pays, souvent ceux qui sont arrivés plus récemment dans l'Union européenne, sans d'ailleurs en comprendre toutes les conséquences et en partager toutes les obligations. Nous devons faire cette bataille de conviction. L'Europe ne va plus de soi. La preuve, c'est que ce qui avait été un long processus d'élargissement connaît un coup d'arrêt et un pays va partir. L'Europe ne va plus de soi puisque des populistes, des souverainistes, et parfois même dans des partis de gouvernement, laissent penser que moins il y aura d'Europe et plus il y aura de puissance et de liberté. L'Europe ne va plus de soi parce que même les valeurs qu'elle porte sont contestées : l'accueil, la solidarité, le modèle social, une conception commune des droits. Face au terrorisme, on a vu qu'il y avait un certain nombre de remises en cause qui pouvaient s'énoncer. Même la Cour européenne des

droits de l'homme, qui est attachée au Conseil de l'Europe, une des plus vieilles institutions de la construction européenne, même cette Cour, ses décisions ne sont plus respectées et même son autorité, sa légitimité est contestée.

Puisque l'Europe ne va plus de soi, il faut faire en sorte de créer ce mouvement. Comment peut-il émerger ? Vous dites les citoyens je suis heureux de pouvoir les rencontrer, mais il va falloir traiter ce mouvement citoyen.

Ne pensez pas que l'Europe n'est venue que des institutions. Avant les institutions, il n'y avait pas d'Europe mais il y avait un esprit européen. François MITTERRAND disait toujours que la première réunion à laquelle il avait participé, c'était le congrès de La Haye en 1948, qui l'avait profondément marqué & c'était l'après-guerre. Il y avait un esprit qui s'était créé pour l'Europe, mais il a fallu après, dix ans pour bâtir le marché commun, celui-là même dont on va célébrer l'anniversaire l'année prochaine. Il faut qu'il y ait cet esprit, pas simplement pour défendre, défendre une réalité qui n'est pas forcément satisfaisante -et vous l'avez énoncé. Non, défendre et promouvoir un esprit européen.

Les chefs d'Etat et de gouvernement ont une responsabilité, mais vous savez que le Conseil européen décide à l'unanimité et c'est ce qui d'ailleurs fait sa lourdeur, sa lenteur pour prendre des décisions. La Commission européenne, elle, peut donner une impulsion, mais elle n'a pas la capacité pour décider à la place du Parlement européen et du Conseil européen. Le Parlement européen, vous l'avez dit, souffre non pas d'un défaut de légitimité -tous les parlementaires sont élus au suffrage universel- mais les opinions publiques n'ont pas été formées par rapport à un enjeu européen, même s'il y a eu un progrès puisque le président JUNCKER est issu d'un processus électoral qui s'est produit au moment de l'élection du Parlement européen. Les chefs d'Etat et de gouvernement n'étaient pas forcément sur cette thèse.

Il faut donc créer un mouvement qui ne passe pas par un changement institutionnel, mais par une conviction très forte qui doit être portée. Les populistes utilisent la peur & la peur est toujours ce qui, à un moment, peut faire rétracter les opinions publiques, les replier, les renfermer. Vous devez utiliser, nous devons utiliser l'espoir. Qu'est-ce que l'Europe peut apporter pour que nous soyons plus libres, pour que nous soyons plus fiers, pour que nous soyons plus grands ensemble ?

C'est davantage sur les grandes questions politiques que l'Europe arrivera à convaincre, parce que ce qui fait la fierté d'une Nation, d'un continent ou d'une collectivité, quelle qu'elle soit, c'est quand elle est capable de peser dans le destin du monde, c'est quand elle est capable de changer ce qui paraît être un ordre établi pour toujours.

C'est cet espoir-là qu'il faut lever et je sais que la jeunesse, parce que c'est souvent ce que l'on attribue à cette génération, ce qui lui donne beaucoup de responsabilités, parfois qui lui pèse parce qu'elle ne fait plus souvent qu'hériter des problèmes que nous lui avons laissés, mais c'est vrai que c'est à la jeunesse de s'emparer de cette question européenne.

Or, là encore, rien n'est joué. Chez beaucoup de jeunes -et pas simplement dans les catégories populaires comme on le dit souvent, mais chez beaucoup de jeunes-, il y a l'idée que l'Europe serait une vieille idée, qu'aujourd'hui c'est le monde qui doit l'emporter et que l'avenir ne passe pas nécessairement par cette histoire-là. Si ! Ce qui supposerait d'ailleurs que partout où l'on est dans le monde, on puisse défendre le drapeau européen et pas simplement son propre pays.

Voilà pourquoi je vous appelle, moi aussi, à mon tour, sans fuir devant ma responsabilité. Moi, jusqu'au mois de mai 2017 -je ne peux pas m'engager pour plus tard, mais jusqu'au mois de mai 2017-, je vous le dis, je continuerai à faire en sorte que les initiatives que vous avez lancées, que l'espoir que vous portez, puissent se traduire dans des décisions du Conseil européen.

Surtout, ne lâchez pas prise, ne donnez pas votre confiance avant d'être certains qu'elle sera bien utilisée, bien portée et qu'elle sera bien traduite. Faites en sorte de mobiliser toutes les consciences. Plus que jamais, nous en avons besoin. Merci.